

Arrêt

n°98 004 du 28 février 2013
dans l'affaire x /

En cause : x

ayant élu domicile : x

contre :

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

LE PRESIDENT DE LA 1^{re} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 20 février 2013 par x, qui déclare être de nationalité guinéenne, contre la décision de l'adjoint du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, prise le 8 février 2013.

Vu les articles 51/4 et 39/77 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif et la note d'observations.

Vu l'ordonnance du 26 février 2013 convoquant les parties à l'audience du 27 février 2013.

Entendu, en son rapport, M. BUISSERET, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me B. VANTIEGHEM, avocat, et K. GUENDIL, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. L'acte attaqué

Le recours est dirigé contre une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire, prise par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, qui est motivée comme suit :

« A. Faits invoqués

Selon vos déclarations, vous êtes de nationalité guinéenne et d'origine ethnique malinké. Vous n'avez pas d'affiliation politique. Vous résidez dans la commune de Ratoma.

Vous invoquez les faits suivants à l'appui de votre demande d'asile :

Vous décidez de quitter la Guinée, car vous vivez seul dans ce pays et que vous n'avez pas d'argent sauf la pension de votre père. Vous faites fabriquer un passeport. Le 24 janvier 2013, vous quittez la Guinée par avion afin de rejoindre votre oncle à Paris, avec l'argent économisé grâce à la pension de votre père défunt. Le lendemain, vous atterrissez à Casablanca, où vous remettez ce passeport à un homme, qui y ajoute des cachets et d'autres choses. Le 26 janvier 2013, vous arrivez à l'aéroport de Bruxelles-National, où vous êtes contrôlé par la police fédérale laquelle constate que vous n'êtes pas en possession de documents de voyage et d'un visa valables, mais bien de faux documents. Vous reconnaissez les faits et demandez directement l'asile.

B. Motivation

Il ressort de vos déclarations que vous n'avez pas fourni d'indications sérieuses permettant d'établir que vous avez quitté votre pays en raison d'une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 ou que vous invoquez ladite crainte dans le cas d'un éventuel retour dans votre pays. Vous n'avez pas non plus fourni de motifs sérieux prouvant un risque réel de subir des atteintes graves telles que définies dans le cadre de la protection subsidiaire à l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

Ainsi, vous avez déclaré que vous avez quitté la Guinée pour rejoindre votre oncle à Paris, car vous vivez seul en Guinée et qu'il est difficile de vivre sans famille et sans argent dans ce pays (Cf. Rapport d'audition du 06 février 2013, pp.9-10). Or, ces faits que vous invoquez à l'appui de votre demande d'asile sont d'ordre économique et familial. Constatons dès lors que ces faits ne peuvent aucunement se rattacher aux critères prévus par la Convention de Genève du 28 juillet 1951, à savoir une crainte de persécution en raison de la race, de la nationalité, de la religion, de l'appartenance à un certain groupe social ou du fait des opinions politiques. Toutefois, en l'absence de critère de rattachement à la Convention de Genève, le Commissariat général est tenu de se prononcer sur la réalité d'une nécessité de vous accorder la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la Loi du 15 décembre 1980. Or, l'analyse de vos déclarations empêche de considérer qu'il existe un tel risque.

En effet, interrogé sur votre crainte en cas de retour en Guinée, vous ne faites état d'aucun problème avec vos autorités guinéennes, ni même avec des concitoyens (Cf. Rapport d'audition du 06 février 2013, p.9; questionnaire CGRA, rubrique 3 point 9). Qui plus est, vous déclarez ne rien risquer en cas de retour dans votre pays (Cf. Rapport d'audition du 06 février 2013, p.10 et questionnaire CGRA, rubrique 3 point 4).

En conclusion, dans de telles conditions, rien ne permet de conclure qu'il existe, dans votre chef, un risque réel de subir des atteintes graves telles que définies dans la définition de la protection subsidiaire (art. 48/4 de la loi sur les étrangers du 15 décembre).

Enfin, le Commissariat général constate que vous n'invoquez pas d'autres éléments à l'appui de votre demande d'asile (Cf. Rapport d'audition du 06 février 2013, pp.9-10).

En ce qui concerne la situation générale, les différentes sources d'information consultées s'accordent à dire que depuis la victoire d'Alpha Condé aux élections présidentielles de 2010, la situation sécuritaire s'est améliorée, même si des tensions politiques sont toujours palpables. Le blocage du dialogue entre le gouvernement et certains partis politiques d'opposition en est la parfaite illustration. Il faut également rappeler les violations des droits de l'homme commises par les forces de sécurité guinéennes, à l'occasion de manifestations à caractère politique. La Guinée a donc été confrontée en 2011 à des tensions internes, des actes isolés et sporadiques de violence et autres actes analogues. Il appartient désormais aux différents acteurs politiques de faire en sorte que toutes les conditions soient réunies pour achever la période de transition et permettre la tenue des élections législatives dans un climat apaisé. Les prochains mois seront donc décisifs pour l'avenir du pays.

L'article 48/4 §2 de la loi du 15 décembre 1980 dispose que des menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil, en raison d'une violence aveugle s'inscrivant dans le cadre d'un conflit armé interne ou international peuvent être considérées comme une atteinte grave pouvant donner lieu à l'octroi du statut de protection subsidiaire. Il ressort des informations susmentionnées que la Guinée n'est pas confrontée à une situation de violence aveugle et il convient également de relever qu'il n'existe aucune opposition armée dans le pays.

A la lumière de l'ensemble de ces éléments, il n'existe pas actuellement en Guinée de conflit armé ou de situation de violence aveugle au sens de l'article 48/4, §2 (voir farde bleue « Informations du pays » dans le dossier administratif, SRB, CEDOCA, Guinée : « Situation sécuritaire»).

En conclusion, au vu des éléments développés supra, le Commissariat général se voit dans l'impossibilité de conclure en l'existence, en ce qui vous concerne, d'une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951. Rien ne permet non plus de conclure à un risque réel de subir des atteintes graves telles que définies à l'article 48/4 de la Loi sur les étrangers du 15 décembre 1980.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers.»

Il s'agit de l'acte attaqué.

2. Les faits invoqués

La partie requérante confirme pour l'essentiel l'exposé des faits figurant dans la décision entreprise.

3. La requête

La partie requérante prend un moyen unique de la violation « de l'article 1A de la Convention de Genève du 28 juillet 195 ; des articles 48/3 et 48/5 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après « la loi du 15 décembre 1980 »), des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ».

La partie requérante conteste en substance la pertinence de la motivation de la décision attaquée au regard des circonstances de fait propres à l'espèce.

La partie requérante demande au Conseil, à titre principal, de lui reconnaître la qualité de réfugié et, à titre subsidiaire, de renvoyer le dossier à la partie défenderesse afin que celle-ci procède à une enquête sur la situation économique et sociale en Guinée.

4. Discussion

Le Conseil relève que la partie requérante ne demande pas formellement l'octroi de la protection subsidiaire. Le Conseil examine également la demande sous l'angle de l'octroi éventuel d'une protection subsidiaire, telle qu'elle est définie à l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980. A cet égard, il observe que la partie requérante n'invoque pas de faits différents que ceux exposés en vue de se voir reconnaître la qualité de réfugié et ne développe aucun moyen ou argument spécifique concernant l'octroi de la protection subsidiaire. Le Conseil en conclut que, sous l'angle de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980, la demande se fonde sur les mêmes faits que ceux exposés en vue de se voir reconnaître le statut de réfugié et que son argumentation au regard de la protection subsidiaire se confond avec celle développée au regard de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980. Le Conseil examine donc les deux questions conjointement.

La décision attaquée relève en substance que les faits relatés par la requérant sont étrangers à la convention de Genève et que celui-ci ne fait état d'aucun risque réel de subir des atteintes graves au sens de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

La partie requérante conteste cette analyse et fait valoir en substance qu'elle n'a rien en Guinée, qu'elle y est seule et que sa vie y est difficile. Elle soutient que ces éléments constituent une persécution et qu'elle appartient au groupe social des « travailleurs ». Elle rappelle qu'elle « a peur et craint pour sa vie » et qu'il lui est impossible de mener une vie normale en Guinée, qu'elle n'a rien en Guinée, que les autorités ne font rien pour améliorer la situation des travailleurs ». Elle ajoute que la partie défenderesse ne conteste pas la crédibilité de son récit et qu'elle « ne parvient point à projeter la situation générale sur celle du requérant ».

Il y a lieu de rappeler que le principe général de droit selon lequel « la charge de la preuve incombe au demandeur » trouve à s'appliquer à l'examen des demandes d'asile (HCR, Guide des procédures et critères pour déterminer le statut de réfugié, Genève, 1979, p.51, §196). Si, certes, la notion de preuve doit s'interpréter avec souplesse dans cette matière, il n'en reste pas moins que c'est au demandeur qu'il incombe de convaincre l'autorité qu'il remplit effectivement les conditions pour bénéficier du statut qu'il revendique.

Partant, l'obligation de motivation de la partie défenderesse ne la contraint pas à démontrer l'existence d'éventuelles déclarations mensongères ou contradictoires, mais bien à exposer les raisons pour lesquelles le demandeur ne l'a pas convaincue qu'il craint avec raison d'être persécuté ou qu'il existe de sérieux motifs de croire qu'il encourrait un risque réel de subir des atteintes graves s'il était renvoyé dans son pays d'origine.

Le Conseil rappelle que si, dans le cadre d'un recours en plein contentieux, il jouit d'une compétence de pleine juridiction, ce qui signifie qu'il « *soumet le litige dans son ensemble à un nouvel examen et qu'il se prononce, en tant que juge administratif, en dernière instance sur le fond du litige, ayant la compétence de réformer ou de confirmer les décisions du Commissaire général [...], quel que soit le motif sur lequel le Commissaire général [...] s'est appuyé pour parvenir à la décision contestée. [...]. Le Conseil n'est dès lors pas lié par le motif sur lequel le Commissaire général [...] s'est appuyé pour parvenir à la décision : la compétence de « confirmation » ne peut clairement pas être interprétée dans ce sens. Ainsi, le Conseil peut, soit confirmer sur les mêmes ou sur d'autres bases une décision prise par le Commissaire général [...] soit la réformer [...]* » (v. Projet de loi réformant le Conseil d'Etat et créant un Conseil du Contentieux des étrangers, Exposé des motifs, Doc. parl., Ch. repr., sess. ord. 2005-2006, n° 51 2479/001, p. 95).

En l'espèce, indépendamment de la question de savoir si les faits relatés par le requérant relèvent ou non du champ d'application de la convention de Genève, le Conseil relève que le requérant ne fait pas état de crainte de persécution ou de risque réel de subir des atteintes graves au sens de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 en cas de retour en Guinée. A cet égard, le Conseil ne peut se rallier à l'argumentation soulevée en termes de requête selon laquelle il ressort clairement du rapport d'audition que le requérant « a peur » et craint pour sa vie en cas de retour en Guinée et constate que le requérant expose qu'il souhaite retrouver son oncle qui habite à Paris, qu'il « n'a pas peur de quelqu'un » en Guinée et qu'il n'a pas connu de problème avec ses autorités (rapport d'audition, p. 9). De même dans son questionnaire, le requérant a déclaré qu'il n'a « pas de crainte » en Guinée mais qu'il ne souhaite pas y retourner. Interrogé quant à la question de savoir s'il a connu des problèmes, autres que ceux qu'il a évoqués, « avec les autorités de son pays, des concitoyens, des problèmes de nature générale », le requérant répond « non, jamais » (questionnaire, question 4 et 9).

Interpellée quant à ses craintes à l'audience et confrontée à ses dépositions, telles que relevées *supra*, la partie requérante fait valoir qu'elle a des craintes en raison de son « ethnie ». Le Conseil estime que cette crainte formulée pour la première fois en termes d'audience ne peut être considérée comme établie. Ainsi, le Conseil observe que celle-ci ne trouve nullement écho dans le dossier administratif et qu'il n'en est pas fait mention en termes de requête. Interrogée quant à ces éléments, la partie requérante ne peut fournir aucune explication convaincante et se borne à déclarer qu'elle avait peur. Interrogée à nouveau sur les raisons pour lesquelles elle n'a pas jugé utile de faire état de cette crainte lors de l'introduction de sa demande de protection internationale ainsi que sur les raisons de la peur qu'elle invoque, la partie requérante ne peut donner aucune réponse satisfaisante.

La partie requérante postule à l'audience que la décision entreprise soit annulée afin que la partie défenderesse puisse instruire le dossier quant à la crainte liée à son ethnie dont le requérant fait état à l'audience. *In specie*, le Conseil ne peut faire droit à cette requête et renvoie au prescrit de l'article 39/2 : outre la circonstance que la charge de la preuve pèse sur le requérant et qu'il lui appartenait de faire état des craintes qu'il dit éprouver en cas de retour dans son pays d'origine lors de l'introduction de sa demande d'asile, le Conseil estime que la crainte ainsi invoquée pour la première fois en termes d'audience ne saurait être considérée comme établie, le requérant restant en défaut de tenir des propos convaincants quant à la nature et la réalité de cette crainte. A titre superfétatoire, le Conseil estime qu'il en est d'autant plus ainsi qu'il est fait remarquer à la partie requérante lors de l'audience que le requérant dit être d'ethnie malinké, ethnie du président actuel de Guinée et que dès lors, l'on n'aperçoit pas en quoi le requérant serait persécuté en raison de son ethnie, ce que ce dernier reste, à nouveau, en défaut d'exposer de manière convaincante.

D'autre part, la partie requérante ne développe aucune argumentation qui permette de considérer que la situation à Conakry correspondrait actuellement à un contexte de violence aveugle dans le cadre d'un conflit armé interne ou international au sens de l'article 48/4, §2, c) de la loi. Le Conseil n'aperçoit pour sa part aucune indication de l'existence de sérieux motifs de croire qu'elle serait exposée, en cas de retour dans son pays, à un risque réel d'y subir des atteintes graves au sens dudit article.

Au vu de ce qui précède, la partie requérante n'établit pas qu'elle a quitté son pays ou qu'elle en reste éloignée par crainte d'être persécutée au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980, ni qu'il existe des sérieux motifs de croire qu'elle encourrait, en cas de retour dans son pays, un risque réel de subir des atteintes graves au sens de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980. Cette constatation rend inutile un examen plus approfondi des moyens de la requête, cet examen ne pouvant, en toute hypothèse, pas induire une autre conclusion quant au fond de la demande.

6. L'examen de la demande d'annulation.

La requête demande, à titre subsidiaire, d'annuler la décision entreprise.

Le Conseil ayant conclu à la confirmation de la décision attaquée, il n'y a pas lieu de statuer sur cette demande d'annulation.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

La qualité de réfugié n'est pas reconnue à la partie requérante.

Article 2

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-huit février deux mille treize par :

Mme M. BUISSERET, président f.f., juge au contentieux des étrangers,

Mme D. DE BURLET, greffier assumé.

Le greffier, Le président,

D. DE BURLET

M. BUISSERET